

Le rexéroïde comme projet de vie

Bob et Joan descendirent dans le jardin, puis empruntèrent l'allée pour gagner la voiture, garée au bord du trottoir. Bob lança la mallette à l'intérieur et s'assit au volant.

« Pourquoi devons-nous combattre les Martiens ? demanda tout à coup Joan. Dis-le-moi, Bob. Explique-moi. »

Bob alluma une cigarette ; la fumée flotta quelques instants dans l'habitacle. « Allons ! Tu le sais aussi bien que moi. » De sa grosse main, il tapota l'élégant tableau de bord. « A cause de ça. »

- Que veux-tu dire ?

- Le servomécanisme fonctionne au rexéroïde. Et les seuls gisements de rexéroïde de tout le système se trouvent sur Mars. Si nous perdons Mars, nous perdons aussi cela. Sa main courut sur le tableau de bord poli. Comment ferions-nous pour nous déplacer, alors ? Je te le demande.

- Ne pourrait-on pas revenir à la conduite manuelle ?

- Il y a dix ans, c'était encore possible. Parce qu'on roulait encore à cent cinquante kilomètres-heure. Mais comment veux-tu conduire toi-même à la vitesse qu'on atteint de nos jours ? Pour reprendre la conduite manuelle, il faudrait ralentir l'allure.

- Quel mal y aurait-il à cela ?

- Chérie, rétorqua Bob en riant, nous vivons à cent quarante kilomètres de la ville. Crois-tu que je garderai mon boulot si je devais faire tout le chemin à cinquante à l'heure ? Je passerai ma vie sur la route.

Joan resta silencieuse.

« Tu vois donc qu'on a besoin de ce satané rexéroïde. C'est lui qui rend possible les servomécanismes. Nous en sommes dépendants ; il nous le faut. Nous devons poursuivre l'exploitation des mines martiennes. Nous ne pouvons absolument pas nous laisser souffler les gisements de rexéroïde par les Martiens. Tu saisis ? »

- Je saisis. Comme l'année dernière, sur Vénus, le minerai de kryon. Il nous le fallait absolument là aussi. Alors tu es parti te battre sur Vénus.

- Mais ma chérie, sans kryon les murs de nos maisons ne pourraient se maintenir à une température uniforme. C'est la seule substance inerte du système qui s'ajuste d'elle-même aux variations de température. Tu te rends compte, si nous devons revenir au chauffage par le sol comme au temps de mon grand-père !

- Et l'année d'avant, c'était la lonolite de Pluton.

- Le seul matériau connu avec lequel on puisse fabriquer les mémoires de nos ordinateurs ! Le seul métal réellement capable de rétention ! Sans lui, on pourrait dire adieu à toutes les grosses machines. Et sans elles, nous n'irions pas bien loin, tu le sais aussi bien que moi.

- D'accord.

- Chérie, tu sais bien que je n'ai pas envie d'y aller. Mais c'est mon devoir. C'est notre devoir à tous.

(Philip K. Dick)

En 2002, dans un sommet d'hypnose collective rarement atteint, Jacques Chirac, alors président de la République française, déclarait « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer, et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La Terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables.* »

Nous étions 10 ans après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ou Conférence de Rio, qui déjà devait être LE moment historique de la prise de conscience et le président d'un des États les plus pollués de la planète se permettait un tel discours...

Un dérèglement climatique est en cours, marqué entre autres par un réchauffement du climat et la multiplication de phénomènes dits extrêmes. Ce constat fait consensus chez les scientifiques, les médias sont bien obligés de ne pas l'ignorer et les dominant·es bien contraint·es à des discours larmoyants pour verdir leurs politiques.

Ce dérèglement, ce n'est pas un secret non plus, tant la littérature abonde en ce sens, est la conséquence directe du productivisme : émissions de gaz à effet de serre par les énergies fossiles, la déforestation, l'élevage industriel, la "mondialisation"... Cette partie visible de l'iceberg n'arrive même plus à masquer l'ampleur du désastre : on pourrait aussi parler de la folie extractiviste qui refaçonne la géographie, détruit et pollue l'environnement, aliène des populations entières ; on pourrait parler de la biodiversité qui s'effondre et des espèces vivantes qui disparaissent ; on pourrait parler globalement d'une société humaine qui détruit la planète sur laquelle elle vit, se détruisant elle-même dans un merveilleux monde inégalitaire.

En septembre 2019, à l'occasion d'un nouveau "Sommet pour la planète", Greta Thunberg, jeune lycéenne de 16 ans, déclarait : « *Ce n'est pas normal. Je ne devrais pas être ici. Je devrais être en classe de l'autre côté de l'océan. Et pourtant vous venez tous nous demander d'espérer à nous les jeunes. Comment osez-vous ? Vous avez volé mes rêves et ma jeunesse avec vos mots creux. Et encore, je fais partie des plus chanceux !*

Des gens souffrent, des gens meurent, et des écosystèmes s'écroulent. Nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez c'est d'argent, et de contes de fées racontant une croissance économique éternelle. Comment osez-vous ? Depuis plus de 30 ans, la science est parfaitement claire. Comment osez-vous encore regarder ailleurs ? Vous venez ici pour dire que vous faites assez, alors que les politiques et les actions nécessaires sont inexistantes. Vous dites que vous nous entendez et que vous savez que c'est urgent, mais peu importe que je sois triste ou énervée, je ne veux pas y croire. Car si vous comprenez vraiment la situation, tout en continuant d'échouer, c'est que vous êtes mauvais, et ça je refuse de le penser. L'idée commune qui consiste à réduire nos émissions de moitié dans dix ans ne nous donne que 50% de chances de rester en dessous des 1,5° de réchauffement, et du risque d'entraîner des réactions en chaîne irréversibles et incontrôlables. 50%, c'est peut-être acceptable à vos yeux, mais ce nombre ne comprend ni les moments de bascule, ni les réactions en chaîne, ni le réchauffement supplémentaire caché par la pollution toxique de l'air ou les notions d'égalité et de justice climatique. Ces chiffres reposent aussi sur l'idée que ma génération réussira à absorber des centaines de milliards de tonnes de CO₂, avec des technologies encore balbutiantes. Donc 50% de risque de rester en dessous des 1.5° de hausse des températures, ce n'est pas acceptable pour nous, qui devons vivre avec les conséquences. Comment pouvez-vous prétendre que ceci peut être résolu en faisant comme d'habitude, avec quelques solutions techniques ? Avec les niveaux d'émissions actuels, le budget CO₂ aura entièrement disparu en moins de huit ans et demi. Aucune solution, aucun plan ne sera présenté pour résoudre ce problème ici, car ces chiffres dérangent, et que vous n'êtes pas assez matures pour dire la vérité. Vous nous laissez tomber. Mais les jeunes commencent à voir votre trahison. Les yeux de toutes les générations futures sont tournés vers vous. Et si vous décidez de nous laisser tomber, je vous le dis : nous ne vous pardonnerons jamais ! Nous ne vous laisserons pas vous en sortir. Nous mettons une limite, ici et maintenant : le monde se réveille et le changement arrive, que cela vous plaise ou non. Merci ! ».

Il faut dire qu'entre 1992 et 2019, les États n'ont pas vraiment montré un empressement à faire bouger les choses. Les émissions annuelles de CO₂ étaient 60 % plus importantes en 2019 qu'en 1992. 25 % des espèces sont désormais menacées d'extinction avec une vitesse d'extinction inédite dans l'histoire planétaire... Bref nous allons tout droit vers ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui une *planète étuve*, et les gouvernant-es regardent ailleurs. Ou plutôt, essaient de faire en sorte que la population regarde ailleurs.

André Gorz écrivait en 1974 : « *L'écologie, c'est comme le suffrage universel et le repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous diront que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis un deuxième temps, quand la force des choses et la presse populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change. La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans patronaux et capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse.* »

De fait, les États multiplient les promesses de “neutralité carbone”, de “justice climatique”. Ils multiplient les scénarios les plus fous avec des technologies d'apprenti-es sorcier-es sans tenir compte de leurs conséquences. Ainsi la culture de biomasse énergétique absorbant 3,3 gigatonnes (Gt) par an de CO₂, soit seulement 10 % des émissions annuelles, aurait pour conséquence la mobilisation jusqu'à 25 % de la surface agricole totale et 3 % des ressources en eau potable. Ces “puits de carbone”, et plus globalement la “géchirurgie” consistant à manipuler le climat pour lutter contre le réchauffement climatique, sont une source de... marchés pour des entreprises capitalistes en mal de croissance. L'argent sera là pour trouver LA solution la plus “innovante”, jusqu'à 100 millions de dollars de prix pour un milliardaire (Elon Musk) en mal d'“innovations”.

Le pari capitaliste est le suivant : on peut dépasser provisoirement l'augmentation de 1,5°C car il faut être pragmatique. D'où la moyenne d'augmentation annoncées par les États suite au Sommet de Paris

(2015) : 3,2°C ! Pourtant, cette limite de 1,5°C d'augmentation fait consensus dans les milieux scientifiques comme ne devant pas être dépassée car risquant d'entraîner des réactions en chaîne incontrôlables.

Il faut dire que le pragmatisme semble consister à ne même pas faire semblant d'agir. Selon les travaux du GIEC¹, si les engagements de 2015 sont atteints, les rejets mondiaux de CO₂ en 2030 seront de 53 Gt alors que pour dépasser provisoirement les 1,5°C d'augmentation, tout en restant en-dessous des 2°C d'augmentation, les rejets annuels devraient être de... 40 Gt. Nous sommes loin du compte puisque les rejets annuels en 2019 étaient de 43,1 Gt !!!! Il faudrait donc émettre moins qu'aujourd'hui. Pire, pour ne pas dépasser une augmentation de 1,5°C, les rejets annuels en 2030 devraient ne pas dépasser les... 24 Gt. Afin d'esquiver ce léger problème (le mot décroissance étant un gros mot), le Capitalisme réagit : cinq conglomérats du pétrole (Exxon Mobil, Royal Dutch Shell, Chevron, BP et Total) ont dépensé 1 milliards de dollars de 2015 à 2018 pour financer les thinks tanks climato-sceptiques. La *fabrique de l'ignorance* va jusqu'à réécrire l'histoire. Ainsi, le *rapport Meadows*, paru en 1972 en livre, est aujourd'hui présenté comme un livre de précurseurs qui n'auraient pas été écoutés par les décideurs alors qu'il est avant tout une entreprise de détournement de l'attention. De fait, *l'ouvrage des Meadows et de leurs collaborateurs concluait que les taux de croissance de la population et de la production matérielle ne pourrait pas se maintenir au-delà d'une génération, que la "capacité de charge" de la Terre serait dépassée à un certain moment au cours du XXIème siècle et qu'il en résulterait un déclin échappant à tout contrôle et se conclut par une ode au néomalthusianisme : « L'histoire en témoigne : la croissance de la population et du Capital est toujours allée de pair avec la concentration de la richesse et l'aggravation de l'écart relatif entre les revenus des riches et des pauvres »*². Dans l'interprétation de cette phrase, ne nous laissons pas induire en erreur par l'emploi du terme "Capital" : pour Meadows et ses collaborateurs, "le Capital" ne désigne pas un mode

1 L'ensemble des données chiffrées proviennent des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat : <https://www.ipcc.ch/languages-2/francais/>

2 Dennis Meadows, Georg Picht et Armand Petitjean : Quelles limites ? Le club de Rome répond (Seuil 1974)

de production historique, mais la production matérielle en général, abstraction faite de tout contexte spécifique. Cela dit, la citation confirme le hiatus entre les néomalthusien·nes et Malthus. En effet, Malthus n'aurait pas dit que la croissance des inégalités vient de la croissance de la population et du Capital, il aurait dit qu'elle vient de la prétention impie à mener une vie heureuse en partageant les ressources et en contrôlant la fécondité. En d'autres termes, il y a à la fois une rupture et des continuités entre les néomalthusien·nes et leur maître éponyme. Une rupture car, pour les premier/ères, le mal vient de la croissance de la population et de la production, source d'inégalités et de malheur, tandis que, pour les second·es, le mal vient de la revendication de l'égalité et du bonheur, car le malheur est nécessaire à la croissance de la population et la production selon la volonté divine. Il y a par ailleurs trois continuités. Premièrement, l'ajustement brutal de la population viendra châtier l'humanité, soit parce que celle-ci ne se conforme pas à la volonté de Dieu (pour Malthus), soit parce qu'elle ne s'incline pas devant le diagnostic de "la Science" tel que formulé par les modèles (pour Meadows et consorts). Deuxièmement, "la croissance" se présente comme une abstraction privée de toute détermination sociale : pour Malthus, c'est le moyen de peupler la Terre dans la souffrance des pauvres voulue par Dieu ; pour les Meadows et consorts, c'est la "cause fondamentale [...] de la destruction des sols, des espèces disparues, de la dégradation urbaine et de l'aggravation des écarts entre riches et pauvres". Troisièmement, la solution, au final, consiste à modifier "la conception de l'homme", afin qu'il "change son comportement", par la foi ou par toute autre démarche. L'issue est donc morale, pas sociale.

Et puisqu'il faut tout justifier par l'écologie, tout est bon pour verdier. Y compris ce qui n'est pas écologique. Ainsi, la 5G est présentée comme LA solution écologique (et magique) afin de permettre au numérique de nous sauver. Le télétravail serait l'avenir du travail. Je passe sur le fait que le patronat en profite pour ignorer le droit du travail (mais je souligne tout de même !) et insiste sur le fait que contrairement à la propagande, la 5G aura des conséquences très négatives pour le climat. Ainsi, selon un rapport du Haut Conseil pour le Climat rendu en décembre 2020, il faut s'attendre, avec la 5G, à une « augmentation

significative » des émissions de CO₂. Ces émissions supplémentaires « *seraient principalement dues à la fabrication des terminaux - téléphones et objets connectés - dont le renouvellement pourrait se voir accélérer* », ainsi que la construction de nouvelles infrastructures comme les antennes et les centres de données. Autre exemple : la voiture électrique. Puisque les véhicules à essence ou à diesel émettent des quantités astronomiques de CO₂, remplaçons-les par des véhicules électriques. C'est mieux. La preuve ? On ne voit rien sortir du pot d'échappement. En réalité, *produire un véhicule électrique demande plus d'énergie et émet deux fois de gaz à effet de serre que de produire un véhicule thermique, du fait de la production de sa batterie et de sa motorisation*. Et ceci, sans même parler des batteries dont la durée de vie est au mieux de 8 ans en moyenne et qui génèrent pour leur production puis leur recyclage des pollutions importantes : *Dans ces régions parmi les plus arides au monde, les mines de lithium évaporent à grande allure les rares ressources en eau. Sur le site d'Atacama, au Chili, les miniers prélèvent près de 200 millions de litres par jour. Le pompage de la saumure du sous-sol riche en lithium crée un vide qui fait migrer vers les profondeurs l'eau douce disponible. "Cette double perte d'eau abaisse le niveau de la nappe phréatique, assèche le sol et la végétation au détriment des animaux, des cultures et des gens", expliquent les Qollas. À quoi s'ajoutent les traitements au chlore et la dispersion dans les eaux des déchets de pompage mêlés à des solvants, qui détruisent des micro-organismes dont on ne sait pas grand-chose, sinon qu'ils sont les organismes vivants les plus anciens de la planète. Or toutes les mines actuellement en production annoncent un doublement ou un triplement de leurs activités pour se positionner sur le marché du lithium, dont la demande pourrait croître de 18 % par an d'ici à 2025.*

Bref, le Capitalisme tente par tous les moyens possibles d'intégrer la crise climatique au système capitaliste qui est lui-même responsable de la crise climatique. Ce nouveau *marché carbone*, ces *dérivés climatiques* ou autres *obligations catastrophes* en sont des exemples qui seraient caricaturaux et risibles s'ils n'étaient pas généralisés. Avec ces *produits financiers de la crise climatique*, le Capitalisme creuse encore et encore.

Le Centre Patronal (Suisse) réagissait ainsi à la *décroissance forcée* suite à la pandémie du virus SRAS-CoV2 : « *Il faut éviter que certaines personnes soient tentées de s'habituer à la situation actuelle, voire de se laisser séduire par ses apparences insidieuses : beaucoup moins de circulation sur les routes, un ciel déserté par le trafic aérien, moins de bruit et d'agitation, le retour à une vie simple et à un commerce local, la fin de la société de consommation... Cette perception romantique est trompeuse, car le ralentissement de la vie sociale et économique est en réalité très pénible pour d'innombrables habitants qui n'ont aucune envie de subir plus longtemps cette expérience forcée de décroissance. La plupart des individus ressentent le besoin, mais aussi l'envie et la satisfaction, de travailler, de créer, de produire, d'échanger et de consommer. On peut le faire plus ou moins intelligemment, et on a le droit de tirer quelques leçons de la crise actuelle. Mais il est néanmoins indispensable que l'activité économique reprenne rapidement et pleinement ses droits.* » Bref, intégrer les crises et continuer à tout faire pour continuer l'accumulation permanente.

Les *criminels climatiques* se donnent beaucoup de mal pour renvoyer à des décisions individuelles qui globalement ont peu d'impact.

La loi « Climat et Résilience » d'août 2021 est, sur ce point, assez symptomatique. Cette loi était censée faire suite à la Convention Citoyenne pour le Climat. Emmanuel Macron annonçant même une reprise « *sans filtre* » des 149 propositions de la Convention en question. In fine, le projet de loi consacre la logique néolibérale et la victoire des lobbies productivistes et ignore la plupart des propositions fortes de la Convention. On pourrait multiplier les exemples. Ainsi, la Convention proposait de conditionner les aides publiques à une réduction de l'« *empreinte carbone* » des entreprises. Ceci a été refusé par le gouvernement. La Convention proposait d'instaurer une obligation de rénovation des logements, demandait un moratoire sur la création de nouvelles zones commerciales, un plan d'investissement sur 10 ans dans le ferroviaire, l'interdiction des publicités sur les produits les plus nuisibles à la santé... autant de propositions mises de côtés... Alors que la justice a condamné la France pour « *faute* », avec un « *préjudice*

écologique », le gouvernement français confirme que l'écologie est accessoire pour lui.

La sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes, y compris l'espèce humaine, est donc incompatible avec une logique productiviste et d'expansion infinie... bref incompatible avec le Capitalisme !

Et puisque *la nature est un champ de bataille*, une crise sociale et démocratique se développe. Plus précisément, la crise écologique porte à son sommet les antagonismes et les dominations. Le *racisme environnemental* consiste à faire peser sur les classes populaires du monde entier les effets de la crise (voire à déverser des tonnes de déchets chez eux). Les *métropoles deviennent barbares*, nouveaux lieux d'accumulation du Capital, dans une expansion urbaine sans fin et destructrice. Ces métropoles deviennent alors des mégalo-pôles, véritables bunkers détruisant toute mixité sociale, dans un état de guerre sociale perpétuelle, où la "nature" devient un ennemi à repousser le plus loin possible.

Le mythe de la croissance infinie comme condition de justice sociale est un dogme à détruire tant il nourrit les inégalités sociales et géographiques, tant il justifie au fond ces inégalités dans une course folle à l'expansion perpétuellement attisée par la volonté, souvent frustrée, du rattrapage. **Penser la décroissance sans penser de façon simultanée la question sociale, ne peut que renforcer les inégalités** tant, aujourd'hui, nous sommes incapables de décider, voire de réfléchir objectivement, de quoi nous avons besoin en quantité et en qualité. D'ailleurs, la crise sanitaire provoquée par le virus SRAS-CoV2 a montré que les rapports de notre civilisation avec la "nature" naviguent à vue et nécessitent, là encore, de nous extraire des approches de domination.

Cette simultanété, elle n'est pas spontanée, elle se construit collectivement. Certain·es Gilets Jaunes, certaines organisations syndicales et écologiques, ont inventé ce slogan imparable : *"Urgence environnementale, urgence sociale : même combat"*. Oui, car **ces combats, au fond, sont les mêmes : ceux de la marge humaine.**

L'universalisme européen, qui a justifié le colonialisme, justifie aujourd'hui que les États les plus responsables de la crise climatique imposent leur point de vue aux pays les plus pauvres... ceux qui subissent aujourd'hui le plus la crise climatique. La crise écologique ouvre la voie à des conflits, à de nouvelles migrations, à de nouvelles inégalités... Les États "riches" continuent leur logique d'exploitation et de domination, leur logique colonisatrice.

Tout ceci alors que la crise sanitaire provoquée par le virus SRAS-CoV2 a montré plusieurs choses assez inquiétantes : si les responsables politiques ont toutes et tous été obligé-es de se rallier à des politiques sanitaires, elles et ils ont eu une gestion de classe de la crise avec la primauté donnée au Capital, avec le maintien des politiques d'austérité et les privatisations, avec un protectionnisme très éloigné de la solidarité, avec un autoritarisme renforcé, et avec le creusement des inégalités sociales.

Cela pose évidemment la question démocratique. Les médias aiment dire que la "démocratie représentative" est en crise. D'élections en élections, les électrices et électeurs désertent cet espace qui ne les regardent plus. Mais si le *Capitalisme démocratique* est en crise, c'est bien aussi, et surtout, qu'il s'est montré incapable de répondre aux enjeux de notre temps, que sa légitimité s'est effritée devant son incompetence, et son hégémonie politique s'est effondrée devant son insistance à construire de nouvelles injustices.

La dynamique perpétuelle des besoins est inséparable de la nécessité systémique, pour le Capitalisme, de croître. En conséquence de quoi, une décroissance brutale, non choisie, voire même un simple ralentissement de la croissance, ne peut signifier que de nouvelles inégalités sociales, la destruction encore accrue de l'environnement, le discrédit des politiques et finalement la *possibilité du fascisme*.

La crise démocratique est in fine celle de la politique. "Politique" n'aurait jamais dû devenir un nom. Ça aurait dû rester un adjectif. Un attribut, et non une substance.

Nous sommes en pleine crise démocratique, économique, sociale, culturelle, écologique et anthropologique. Cette crise est sans issue car

c'est la crise d'une civilisation mortifère. Nous sommes dans une crise écosociale. La sortie que l'on pourrait qualifier de civilisée de cette crise, et donc l'évitement de la catastrophe qui vient, ne peut découler que d'un processus révolutionnaire multiforme orienté dans un sens libérateur autonome de la civilisation actuelle. D'ailleurs, afin de masquer cette crise, le Capitalisme a coopté le temps afin de nous y enfermer et empêcher toute issue désirable.

Si mes constats sont assez désespérants, je ne suis pas pessimiste. Ceci car je rejette l'idée que nous allons inévitablement nous effondrer avec le Capitalisme. Je ne verse pas dans la collapsologie. Cette dernière se définissant comme « *l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle, et de ce qui pourrait lui succéder, en s'appuyant sur les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition, et sur des travaux scientifiques reconnus.* »³. Il n'y a aucun doute sur le fait que je partage les constats (ou en tout cas une très grande partie) des collapsologues. Ce que j'ai rapidement développé précédemment se retrouve chez les adeptes de l'effondrement inévitable. Ceci étant posé, la collapsologie se caractérise surtout par une utilisation de certaines données de la science, une approche occidentalocentrée, et une définition assez floue de *l'effondrement*. Sur ce dernier point d'ailleurs, notons que l'utilisation de l'expression "civilisation industrielle" permet surtout de ne pas parler de Capitalisme. Ce discours de l'effondrement inévitable porte de fait une dépolitisation et rend l'ensemble de l'Humanité, sans aucune différenciation, responsable de la catastrophe climatique. Cette culpabilisation sans distinction se retrouve aussi parfois d'ailleurs chez Greta Thunberg et provoque paralysie dans l'action. Il faut dire que *les époques sont orgueilleuses, chacun se veut unique. L'orgueil de la nôtre est de réaliser la collision historique d'une crise écologique planétaire, d'une crise politique généralisée des démocraties et d'une inexorable crise énergétique, le tout couronnée d'une crise économique rampante, mais sans équivalent depuis un siècle. Et cela flotte, cela aiguise, notre jouissance de vivre une époque à mille autres pareille. Au dernier carat de sa démence, l'Homme s'est même*

³ Pablo Sévigné et Raphaël Stevens : Comment tout peut s'effondrer – Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes (Le Seuil, 2015)

proclamé “force géologique”. Mettre la terre au centre, c’est un déclaration de guerre à l’Homme. Lui déclarer la guerre, ce pourrait être une bonne façon de le faire revenir sur terre, s’il ne faisait le sourd, comme toujours.

Il nous faut, au fond, transformer nos émotions en actions. Et pour se faire, il faut réinjecter du politique. Avec lucidité et imagination.

Les mouvements écologiques, même ceux qui rejettent l’anticapitalisme, nous montrent le mur vers lequel nous fonçons et nous forcent à une prise en compte de la “nature”, montrant qu’un mouvement culturel voire de civilisation est possible. Ces mouvements ont connu des victoires et des défaites qui doivent nous éclairer. Malgré la crise systémique qui le secoue, le mouvement ouvrier est encore debout et est capable de mobilisations très importantes quand il s’agit de défendre les *conquis* que sont la Sécurité Sociale, les Retraites ou encore les Services publics. Il existe aussi ces mouvement protéiformes, plus ou moins construits, plus ou moins spontanées, plus ou moins populaires, mais qui tous, de Nuit Debout aux Gilets Jaunes et à l’ensemble de cette *Constellation*, montrent un champ des possibles.

Il nous faut être là pour imaginer et ne pas avoir peur de clamer que l’idée selon laquelle une société basée sur l’exploitation des êtres humains par le travail, les discriminations ethniques et de genre, le patriarcat et le paternalisme, la violence, l’autoritarisme, et le creusement des inégalités, pourrait entretenir des relations respectueuses et pacifiques avec la “nature” n’est pas seulement absurde, c’est surtout un mensonge.

Ne soyons ni misanthropes, ni fatalistes. Retrouvons ces militant·es écologiques qui, dans les années 1970, se réclamaient du socialisme mais qui depuis s’en sont éloigné·es, entre autre parce que la gauche s’est montrée incapable de construire un socialisme qui ne soit pas productiviste. Convainquons ces militant·es écologiques, qui se disent “ni de droite ni de gauche et simplement écologiques”, que cette posture est sans issue et désespérante. Convainquons nos camarades se réclamant du marxisme qu’une refondation du marxisme est possible et nécessaire, que Marx n’avait pas raison sur tout, et que la meilleure façon de faire

vivre ses idées est de les dépasser. Convainquons nos camarades qui se sont éloigné·es du socialisme car sa réalité n'a pas vraiment ressemblé à son utopie.

Nous aurons à répondre à la *rhétorique réactionnaire* : on nous expliquera que nos propositions auront un effet pervers, qu'elles sont irréalistes et enfin qu'elles mettent en péril des acquis précieux. Certain·es de notre camp tomberont dans le panneau. D'autres basculeront.

Emmanuel Macron n'a fait que donner des réponses autoritaires et inefficaces à la crise sanitaire en France et dans le monde. La crise en question n'était rien au regard de celles que nous risquons de subir : les gouvernements, et celui d'Emmanuel Macron en particulier, a montré à la fois leur incompetence et leur dogmatisme. Avec pour conséquence des dizaines de milliers de morts. Les conséquences d'un tel dogmatisme mettent en danger la démocratie, mais font aussi des ravages humains ! **Soyons, nous, à la hauteur de ces enjeux : changeons le système, pas le climat ! Le *Capitalisme est sous perfusion*⁴, bénéficiant en France de 140 milliards d'euros par an pour se maintenir : débranchons la perfusion.**

4 <http://www.ires.fr/index.php/etudes-recherches-ouvrages/etudes-des-organisations-syndicales/item/6572-un-capitalisme-sous-perfusion-mesure-theories-et-effets-macroeconomiques-des-aides-publiques-aux-entreprises-francaises>